

Avis de marché

Département(s) de publication : **59**

Annonce No **20-25925**

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : ETS PUBLIC FONCIER NORD PAS DE CALAIS.

Correspondant : Mme Lorianne Bailly, Directrice générale, 594 avenue Willy Brandt
B.P. 20003 59777 Euralilletél. : 03-28-07-25-00courriel : marches-publics@epf-npdc.fr adresse internet : <http://www.epf-npdc.fr>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>.

Objet du marché : vieux conde - opération " pnrqad Ilots Gambetta, Dervaux et entrée Beluriez, magasin lidl " - mission de Maîtrise d'œuvre.

Lieu d'exécution : intersection des rues Gambetta, Ferdinand Dervaux et Léonce Watteau, 59690 Vieux Condé.

Caractéristiques principales :

la mission de maîtrise d'œuvre s'opère dans le cadre de la requalification du site qui comprend :

- le traitement de matériaux contenant de l'amiante,
- la gestion et traitement de déchets (dnd, dd, cuves à fuel, fosses d'aisance...),
- la démolition des superstructures et infrastructures,
- la démolition de voiries, accès, parkings et accès,
- le traitement des sources de pollution concentrées si nécessaire (hct, hap, pcb...),
- le nivellement,
- création d'un merlon en périphérie du site

Refus des variantes.

Durée du marché ou délai d'exécution : 24 mois à compter de la notification du marché.

Cautionnement et garanties exigés : conformément aux dispositions du marché.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : fonds propres.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : conformément aux dispositions du marché.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise;
- Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Il est accepté d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par le candidat, si celui-ci n'a pas accès à ces certificats ou n'a aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés : - Tout élément de preuve justifiant de la capacité du candidat à réaliser la maîtrise d'œuvre de travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante (certification professionnelle, attestations de formation du personnel à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante). - Qualification en maîtrise d'œuvre de démolition (OPQIBI 1208) et/ou références - éléments de preuve attestant de la capacité des personnes désignées à réaliser la maîtrise d'œuvre de travaux de démolition. - Tout élément de preuve (attestations de formation, d'assurance) justifiant de la capacité du candidat à réaliser le diagnostic déchets avant démolition conformément au décret n°2011-610 du 31 mai 2011 et à l'arrêté du 19 décembre 2011.;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 12 mars 2020, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : MOE5246RDU.

Renseignements complémentaires : la remise des offres est subordonnée à la visite des lieux d'exécution du marché. Les visites sont fixées aux dates suivantes : 03/03/2020 à 13 heures ou le 10/03/2020 à 15 heures. Les candidats doivent impérativement s'inscrire à l'une des deux visites auprès du contact ci-après afin de garantir son maintien et sa bonne organisation : Chargé d'opération : M. Ludovic ROUSSEL - Tel : 03.28.07.25.47 - mail : l.rousseau@epf-npdc.fr copie à i.maddelein@epf-npdc.fr. Les modalités de rendez-vous leurs seront alors communiquées sur demande. Le lieu de rendez-vous est fixé au 145 rue Gambetta à vieux conde (59690). Tout représentant des candidats aura en sa possession un éclairage portatif ainsi que ses équipements de protection individuelle. À l'issue de cette visite obligatoire, l'attestation de visite contenue dans le dossier de la consultation des entreprises doit être signée par le représentant du maître de l'ouvrage et devra obligatoirement être jointe à l'offre sous peine d'irrecevabilité de l'offre.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :
Gratuit.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

le Dossier de Consultation des Entreprises (Dce) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 19 février 2020.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : EPF Nord-Pas-de-Calais.

Correspondant : service commande publique, 594 avenue Willy Brandt, 59777 Euralille, tél. : 03-28-07-25-00, courriel : marches-publics@epf-npdc.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : EPF Nord-Pas-de-Calais.

Correspondant : service commande publique, 594 avenue Willy Brandt, 59777 Euralille, tél. : 03-28-07-25-00, courriel : marches-publics@epf-npdc.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes de participation doivent être envoyées : EPF Nord-Pas-de-Calais.

Correspondant : service commande publique, 594 avenue Willy Brandt, 59777 Euralille, tél. : 03-28-07-25-00, courriel : marches-publics@epf-npdc.fr, adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Mots descripteurs : Démolition, Maîtrise d'œuvre.